

Bruxelles, 7 novembre 2024 (07.00 heures CET)

KBC Groupe : Bénéfice de 868 millions d'euros pour le troisième trimestre

Aperçu KBC Groupe (consolidé, IFRS)	3T2024	2T2024	3T2023	9M2024	9M2023
Résultat net (en millions EUR)	868	925	877	2 300	2 725
Bénéfice de base par action (EUR)	2.14	2.25	2.07	5.58	6.44
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)					
<i>Belgique</i>	598	519	517	1 359	1 392
<i>République tchèque</i>	179	244	200	620	661
<i>Marchés internationaux</i>	205	224	200	576	498
<i>Centre de groupe</i>	-114	-61	-41	-255	174
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	54.1	53.2	52.2	54.1	52.2

'Nous avons enregistré un bénéfice net de 868 millions d'euros au troisième trimestre 2024. Par rapport au résultat du trimestre précédent, nos revenus totaux ont bénéficié de plusieurs facteurs, notamment la hausse des revenus nets d'intérêts (en dépit de la baisse significative des revenus tirés des obligations indexées sur l'inflation), des revenus des activités d'assurance sous l'effet des actions commerciales réalisées et des revenus nets de commissions, à la faveur d'excellentes performances commerciales. Ces éléments ont été contrebalancés par une diminution des revenus à la juste valeur et liés au trading et par un recul des revenus de dividendes à la suite du pic saisonnier enregistré au deuxième trimestre.

Le développement de notre portefeuille de crédits s'est poursuivi, avec une croissance de 1% en rythme trimestriel et de 5% en glissement annuel. Les dépôts de la clientèle, hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank, ont crû de 3% en glissement trimestriel et de 5% en glissement annuel. En Belgique, la croissance des dépôts a même atteint 5% en rythme trimestriel et 8% en glissement annuel, à la faveur du recouvrement réussi des fonds des clients à la suite de l'arrivée à échéance du bon d'État belge émis un an plus tôt. En effet, grâce à notre offre proactive, multiphase et multiproduit, les entrées totales de fonds provenant des clients une fois le bon d'État arrivé à échéance se sont montées à 6,5 milliards d'euros, soit 0,8 milliard d'euros de plus que les 5,7 milliards d'euros de sorties de fonds comptabilisées l'année dernière au titre de ce bon.

Les charges d'exploitation ont progressé au cours du trimestre sous revue mais sont restées tout à fait conformes à nos prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2024. Les charges des services d'assurance ont augmenté, en partie à cause des intempéries et des inondations qui ont frappé l'Europe centrale, plus particulièrement la tempête Boris. À ce jour, nous aidons quelque 10 000 clients à gérer l'impact des inondations causées par cette tempête. Nous avons en outre ouvert un fonds de donation. Les réductions de valeur sur crédits, sans la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques, ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ce qui s'est traduit par un ratio du coût du crédit de 16 points de base pour les neuf premiers mois de 2024, nettement inférieur aux prévisions. Si l'on inclut la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques, le ratio du coût du crédit s'élève à 10 points de base pour les neuf premiers mois de 2024. Au cours du trimestre sous revue, nous avons également enregistré un bénéfice exceptionnel de 79 millions d'euros, sous le poste quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures.

Nous conservons une excellente solvabilité, avec un ratio common equity à pleine charge de 15,2% à fin septembre 2024. Notre liquidité est elle aussi restée très solide, comme en témoignent un ratio LCR de 159% et un ratio NSFR de 142%. Comme annoncé précédemment et en accord avec notre politique générale en matière de dividende, nous verserons un dividende intérimaire de 1 euro par action le 14 novembre 2024, en tant qu'acompte sur le dividende total pour l'exercice 2024.

La proportion de produits bancaires et d'assurance vendus par voie numérique a continué d'augmenter: basée sur une sélection de produits clés, environ 55% de nos produits bancaires et 29% de nos produits d'assurance ont été vendus par voie numérique, contre 51% et 26% il y a un an. Kate, notre assistant numérique personnel, connaît également une évolution positive: à ce jour, plus de 5 millions de clients ont déjà fait appel à ses services, ce qui représente une augmentation de 37% par rapport à l'année précédente. Ainsi, la proportion des demandes résolues de manière totalement autonome par Kate continue de s'améliorer et s'élève désormais à 67% en Belgique et à 69% en République tchèque. J'ai par ailleurs l'immense plaisir d'ajouter que nos efforts couronnés de succès en matière de numérisation et d'innovation sont régulièrement salués par des tiers. Je suis particulièrement fier que le cabinet d'études international indépendant Sia Partners nous ait fait l'honneur, il y a tout juste quelques semaines, d'élire KBC Mobile meilleure application bancaire mobile au monde.

Nous avons pour objectif ultime de devenir le bancassureur de référence sur l'ensemble de nos marchés clés. Cette ambition se nourrit de notre modèle économique centré sur nos clients, et, surtout, de la confiance que nous accordent nos clients, nos collaborateurs, nos actionnaires et les autres parties prenantes. Cette confiance sans faille nous est précieuse et nous en sommes profondément reconnaissants.'



Johan Thijs
Chief Executive Officer

Principales données financières du troisième trimestre 2024

- ▶ **Les revenus nets d'intérêts** ont augmenté de 1%, tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,08% pour le trimestre sous revue, en baisse de 1 point de base par rapport au trimestre précédent mais en hausse de 4 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Le volume des crédits à la clientèle a progressé de 1% en rythme trimestriel et de 5% en rythme annuel. Les dépôts de la clientèle, hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank, ont crû de 3% en glissement trimestriel et de 5% en glissement annuel. En Belgique, les entrées totales de fonds provenant directement des clients (dépôts, bons d'épargne, fonds, assurance, obligations, etc.) une fois le bon d'État arrivé à échéance se sont montées à 6,5 milliards d'euros, soit 0,8 milliard d'euros de plus que les 5,7 milliards d'euros de sorties de fonds comptabilisées l'année dernière au titre de ce bon.
- ▶ **Le résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance – charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus) s'est établi à 81 millions d'euros (contre 113 millions d'euros au trimestre précédent et 138 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt), dont 45 millions d'euros pour l'assurance non vie et 36 millions d'euros pour l'assurance vie. Le résultat de l'assurance non vie a de toute évidence été affecté par la tempête Boris en Europe centrale. À ce jour, nous aidons quelque 10 000 clients à gérer l'impact des inondations causées par cette tempête. Nous estimons l'impact sur le résultat non vie (après réassurance) à 33 millions d'euros avant impôts pour le trimestre sous revue. Le ratio combiné des activités d'assurance non vie pour les neuf premiers mois de 2024 s'établit à 89%, contre 87% pour l'exercice 2023 complet. Les ventes des produits d'assurance non vie ont progressé de 8% en rythme annuel. Les ventes de nos produits d'assurance vie se sont révélées excellentes et ont bondi de 28% par rapport au trimestre précédent et de 80% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Dans les deux cas, cela s'explique par une hausse des ventes de produits d'assurance de la branche 23 et à taux d'intérêt garanti, grâce, entre autres, aux entrées de fonds liées à l'arrivée à échéance du bon d'État et au lancement réussi d'émissions structurées en Belgique.
- ▶ **Les revenus nets de commissions** sont en hausse de 3% et de 9% par rapport à ceux du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'année précédente, respectivement. Dans les deux cas, l'augmentation s'explique par le niveau plus élevé des commissions pour nos activités de gestion d'actifs et de services bancaires. Les avoirs en gestion ont enregistré une croissance de 3% en rythme trimestriel et de 18% en rythme annuel.
- ▶ **Les revenus à la juste valeur et liés au trading et les produits et charges financiers de l'assurance** ont flechi de 46 millions d'euros par rapport au trimestre précédent et de 34 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2023. **Les autres revenus** nets ont été légèrement inférieurs à leur rythme habituel. **Les revenus de dividendes** ont reculé par rapport au trimestre précédent, le deuxième trimestre comprenant traditionnellement l'essentiel des revenus de dividendes pour l'ensemble de l'année.
- ▶ **Les charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance** ont augmenté de 6% par rapport au trimestre précédent et de 3% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Dans l'ensemble, le ratio charges/produits pour les neuf premiers mois de 2024 s'établit à 47%, contre 49% pour l'exercice 2023 complet. Certains éléments hors exploitation sont exclus du calcul et les taxes bancaires et d'assurance ont été réparties de façon homogène sur l'année entière. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits pour les neuf premiers mois de 2024 s'est élevé à 43%, ce qui correspond tout à fait au niveau enregistré pour l'exercice 2023 complet.
- ▶ Les chiffres du trimestre sous revue incluent une **réduction de valeur sur crédits** nette de 61 millions d'euros, contre 72 millions d'euros au trimestre précédent et 36 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le ratio de coût du crédit pour les neuf premiers mois de 2024 s'est élevé à 0,10%, contre 0,00% pour l'exercice 2023 dans son ensemble. Les réductions de valeur sur des actifs autres que des crédits sont ressorties à 7 millions d'euros au cours du trimestre considéré, contre 13 millions d'euros au trimestre précédent et 27 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt.
- ▶ La **quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures** pour le trimestre sous revue incluait un bénéfice exceptionnel de 79 millions d'euros lié à Isabel.
- ▶ Notre **liquidité** est restée solide, avec un ratio LCR de 159% et un ratio NSFR de 142%. Notre **base de capital** demeure robuste, avec un ratio common equity à pleine charge de 15,2%.

Les piliers de notre stratégie



orientation client



bancassurance +



croissance durable et profitable



rôle dans la société

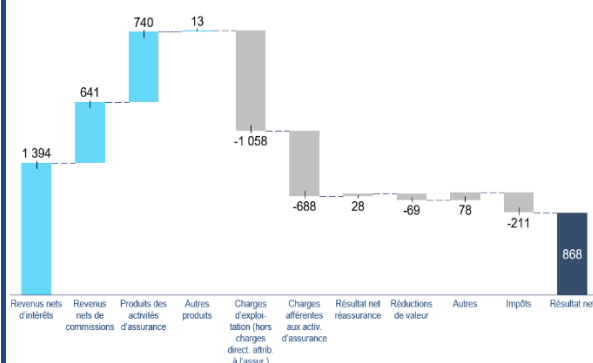


pearl+

- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable
- Nous assumons notre rôle au sein de la société et des économies locales
- Nous renforçons les valeurs PEARL + et mettons l'accent sur le développement conjoint de solutions, d'initiatives et d'idées au sein du groupe

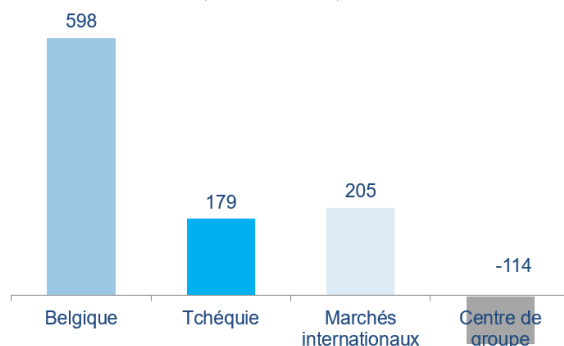
Composition du résultat 3TR2024

(en millions d'EUR)



Contribution des divisions au résultat du groupe (3TR2024)

(en millions d'EUR)



Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé, IFRS, KBC Groupe (simplifié; en millions d'EUR)	3T2024	2T2024	1T2024	4T2023	3Q2023	9M2024	9M2023
Revenus nets d'intérêts	1 394	1 379	1 369	1 360	1 382	4 141	4 113
Revenus des activités d'assurance avant réassurance							
<i>Non vie</i>	740	726	714	683	699	2 181	1 996
<i>Vie</i>	631	613	598	584	587	1 842	1 696
Revenus de dividendes	11	26	7	12	10	44	47
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat et produits et charges financiers de l'assurance ¹	-42	3	-55	-40	-8	-94	49
Revenus nets de commissions	641	623	614	600	588	1 878	1 749
Autres revenus nets	45	51	58	60	44	154	596
Total des revenus	2 787	2 809	2 708	2 674	2 715	8 303	8 550
Charges d'exploitation (hors charges directement attribuables à l'assurance)	-1 058	-950	-1 431	-1 085	-1 011	-3 440	-3 531
<i>Total des charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance</i>	<i>-1 135</i>	<i>-1 074</i>	<i>-1 063</i>	<i>-1 169</i>	<i>-1 101</i>	<i>-3 272</i>	<i>-3 269</i>
<i>Total des taxes bancaires et d'assurance</i>	<i>-47</i>	<i>-2</i>	<i>-518</i>	<i>-36</i>	<i>-29</i>	<i>-568</i>	<i>-651</i>
<i>Moins: charges d'exploitation affectées aux charges des services d'assurance</i>	<i>124</i>	<i>126</i>	<i>150</i>	<i>120</i>	<i>119</i>	<i>401</i>	<i>389</i>
Charges des services d'assurance avant réassurance	-688	-590	-563	-567	-540	-1 840	-1 553
<i>Dont commission d'assurance versée</i>	<i>-99</i>	<i>-92</i>	<i>-89</i>	<i>-94</i>	<i>-87</i>	<i>-280</i>	<i>-246</i>
<i>Non vie</i>	<i>-615</i>	<i>-514</i>	<i>-489</i>	<i>-509</i>	<i>-485</i>	<i>-1 618</i>	<i>-1 361</i>
<i>Vie</i>	<i>-72</i>	<i>-76</i>	<i>-73</i>	<i>-58</i>	<i>-55</i>	<i>-221</i>	<i>-192</i>
Résultat net des contrats de réassurance détenus	28	-24	-18	-16	-22	-13	-74
Réductions de valeur	-69	-85	-16	-170	-63	-170	-46
<i>Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global²</i>	<i>-61</i>	<i>-72</i>	<i>-16</i>	<i>5</i>	<i>-36</i>	<i>-149</i>	<i>11</i>
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	78	2	0	0	0	80	-4
Résultat avant impôts	1 079	1 162	680	836	1 079	2 922	3 343
Impôts	-211	-237	-175	-159	-203	-623	-619
Résultat après impôts	868	925	506	677	877	2 299	2 725
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	-1	-1
attribuable aux actionnaires de la société mère	868	925	506	677	877	2 300	2 725
Bénéfice de base par action (EUR)	2.14	2.25	1.18	1.59	2.07	5.58	6.44
Bénéfice dilué par action (EUR)	2.14	2.25	1.18	1.59	2.07	5.58	6.44
Chiffres clés du bilan consolidé, IFRS, KBC Groupe (en millions EUR)	30-09-2024	30-06-2024	31-03-2024	31-12-2023	30-09-2023		
Total des actifs	353 261	361 945	359 477	346 921	358 453		
Prêts et avances à la clientèle	188 623	187 502	183 722	183 613	181 821		
Titres (actions et titres de créance)	75 929	73 941	73 561	73 696	72 765		
Dépôts de la clientèle (hors certificats de dette) ³	221 851	221 844	216 314	216 501	214 287		
Dettes de contrats d'assurance	17 012	16 521	16 602	16 784	15 920		
Dettes de contrats d'investissement, assurance	15 193	14 780	14 319	13 461	12 655		
Total des capitaux propres	23 220	22 936	23 917	24 260	23 865		
Ratios sélectionnés KBC Groupe (consolidé)	9M2024	FY2023					
Rendement sur capitaux propres ⁴	14%	16%					
Ratio charges/produits, groupe							
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	47%	49%					
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	43%	43%					
Ratio combiné, assurance non vie	89%	87%					
Ratio common equity (CET1), selon Bâle III, compromis danois							
- à pleine charge	15.2%	15.2%					
- transitoire	14.5%	13.8%					
Ratio de coût du crédit ⁵	0.10%	0.00%					
Ratio de crédits impaire	2.1%	2.1%					
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	1.1%	1.0%					
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	142%	136%					
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	159%	159%					

¹ A compter de 2024, nous avons regroupé le 'Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat' (également appelé 'Revenus à la juste valeur et liés au trading') et les 'Produits et charges financiers de l'assurance' en une seule ligne du compte de résultat, dans un souci de simplification. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités de manière rétroactive.

² Ou 'réductions de valeur sur crédits'.

³ Dont les bons d'épargne de la clientèle.

⁴ 14% pour les neuf premiers mois de 2024 (et 15% pour l'exercice 2023) si l'on exclut les éléments hors exploitation et que l'on répartit les taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'ensemble de l'année.

⁵ Un chiffre négatif indique une reprise nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats).

Analyse du trimestre (3TR2024)

Total des revenus: 2 787 millions d'euros

-1% par rapport au trimestre précédent et +3% en rythme annuel

Les revenus nets d'intérêts se sont inscrits à 1 394 millions d'euros au cours du trimestre sous revue, soit une progression de 1% en glissement trimestriel et en glissement annuel.

La progression de 1% en glissement trimestriel s'explique principalement par le meilleur résultat de la transformation commerciale (essentiellement grâce à la hausse continue des revenus de réinvestissements), l'augmentation des revenus d'intérêts provenant des activités de crédit (l'effet positif de la croissance du volume des crédits n'a été que partiellement annulé par la contribution négative de la pression sur les marges des crédits dans certains marchés clés) et le recul des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales. Ces éléments ont été partiellement compensés par la baisse des revenus d'intérêts provenant des obligations indexées sur l'inflation et des dépôts à terme de la clientèle et par la diminution des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme.

La hausse de 1% en glissement annuel s'explique avant tout par l'augmentation du résultat de la transformation commerciale et du résultat ALM, par la diminution du coût de financement des participations et par un léger accroissement des revenus provenant des activités de crédit. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la diminution des revenus d'intérêts en Irlande (à la suite de la cession des portefeuilles de crédits et de dépôts et du processus de liquidation qui a suivi), la hausse des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales, le recul des revenus d'intérêts provenant des dépôts à terme de la clientèle, l'accroissement des coûts de financement wholesale, la diminution des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme et de la salle des marchés et par un effet de change négatif (dépréciation de la couronne tchèque et du forint hongrois).

La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,08% pour le trimestre sous revue, soit 1 point de base de moins qu'au trimestre précédent mais 4 points de base de plus qu'au troisième trimestre 2023. Pour connaître les prévisions relatives aux revenus nets d'intérêts attendus pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Le volume des crédits à la clientèle (189 milliards d'euros) a augmenté de 1% par rapport au trimestre précédent et de 5% par rapport à l'année précédente. À première vue, les dépôts de la clientèle (222 milliards d'euros) ont été stables en glissement trimestriel mais progressent de 4% en glissement annuel. Pourtant, abstraction faite des dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank (motivés par des opportunités de gestion de trésorerie à court terme), les dépôts de la clientèle ont crû de 3% en glissement trimestriel et de 5% en glissement annuel. En Belgique, la croissance des dépôts a atteint 5% en glissement trimestriel et 8% en glissement annuel, principalement à la faveur du recouvrement réussi des fonds des clients à la suite de l'arrivée à échéance du bon d'État belge émis en septembre 2023. Grâce à notre offre proactive, multiphase et multiproduit, nous sommes parvenus à collecter au total quelque 6,5 milliards d'euros de fonds provenant des clients en Belgique (dépôts, bons d'épargne, fonds, assurance, obligations, etc.), soit 0,8 milliard d'euros de plus que les 5,7 milliards d'euros de sorties de fonds comptabilisées au titre du bon d'État en septembre 2023. Les chiffres de la croissance ci-dessus ne tiennent pas compte des effets de change. Remarque: les initiatives prises, dans un contexte de concurrence acharnée, pour recouvrer les sorties de fonds liées au bon d'État ont une incidence négative directe sur les revenus nets d'intérêts estimée à environ -87 millions d'euros (-26 millions d'euros en 2024 et -61 millions d'euros en 2025). Cet impact négatif direct est en partie compensé par divers effets positifs indirects totalisant environ +20 millions d'euros (correspondant à diverses lignes du compte de résultat).

Le '**résultat des services d'assurance**' (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus; ces deux derniers éléments n'étant pas inclus dans les revenus totaux) s'est établi à 81 millions d'euros, dont 45 millions d'euros pour les assurances non vie et 36 millions d'euros pour les assurances vie.

Le résultat des services d'assurance **non vie** a diminué de 41% en glissement trimestriel et de 44% en glissement annuel. Dans les deux cas, la baisse est essentiellement imputable aux effets combinés de charges des services d'assurance substantiellement plus élevées, en raison des tempêtes et des inondations (y compris la tempête Boris en Europe centrale, qui a surtout frappé la République tchèque), compensés toutefois en partie par des revenus des activités d'assurance en hausse et par l'amélioration du résultat de la réassurance (liée, en partie, aux tempêtes et aux inondations susmentionnées). Selon nos estimations, l'impact des inondations causées par la tempête Boris (après réassurance) s'élève à 33 millions d'euros avant impôts pour le trimestre sous revue.

Le résultat des services d'assurance **vie** est resté plus ou moins stable en glissement trimestriel (la baisse des charges des services d'assurance ayant compensé la diminution des revenus des activités d'assurance) et recule de 38% en glissement annuel (hausse des charges des services d'assurance combinée à une légère baisse des revenus des activités d'assurance).

Le ratio combiné des activités d'assurance non vie s'élève à un excellent 89% pour les neuf premiers mois de 2024, contre 87% pour l'exercice 2023 complet. Les ventes de l'assurance non vie se sont élevées à 603 millions d'euros, en hausse de 8% par rapport à l'année précédente, avec une croissance dans tous les pays et toutes les branches. Les ventes de nos produits d'assurance vie se sont révélées excellentes à 791 millions d'euros et ont bondi de 28% par rapport au trimestre précédent (hausse des ventes de produits à taux d'intérêt garanti et, dans une moindre mesure, de produits d'assurance de la branche 23 grâce, entre autres, aux entrées de fonds liées à l'arrivée à échéance du bon d'État et au lancement réussi d'émissions structurées en Belgique), et de 80% par rapport au troisième trimestre 2023 (augmentation des ventes de produits d'assurance de la branche 23 et, dans une moindre mesure, de produits à taux d'intérêt garanti et de produits hybrides). Au total, la part des produits à taux d'intérêt garanti et des produits de la branche 23 dans nos ventes de produits d'assurance vie au cours du trimestre sous revue s'est élevée à 42% et 51%, respectivement, le reste étant constitué de produits hybrides (principalement en République tchèque).

Pour connaître les prévisions relatives aux revenus des activités d'assurance et au ratio combiné pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Les **revenus nets de commissions** se sont établis à 641 millions d'euros, en hausse de 3% et de 9% par rapport au niveau du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'année précédente, respectivement. L'augmentation en glissement trimestriel s'explique par une croissance de 3% des revenus de commissions provenant de nos activités de gestion d'actifs (principalement en lien avec l'accroissement des avoirs en gestion, voir ci-après) et de 4% pour les revenus de commissions provenant de nos activités bancaires (principalement grâce à une augmentation, en partie saisonnière, des commissions au titre des services de paiement). La progression de 9% en glissement annuel des revenus nets de commissions résulte d'une hausse de 15% des commissions liées à nos services de gestion d'actifs et, dans une moindre mesure, d'une croissance de 3% des commissions liées à nos activités bancaires, légèrement neutralisée par un effet de change négatif.

Fin septembre 2024, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 269 milliards d'euros, en hausse de 3% par rapport au trimestre précédent (avec une contribution de +1 point de pourcentage des entrées nettes et de +2 points de pourcentage de la performance positive du marché par rapport au trimestre précédent). La croissance des avoirs sous gestion a augmenté de 18% en glissement annuel, les entrées nettes représentant +5 points de pourcentage et la performance positive du marché +14 points de pourcentage.

Les **revenus à la juste valeur et liés au trading et que les produits et charges financiers de l'assurance** sont ressortis à -42 millions d'euros, en baisse de 46 millions d'euros en glissement trimestriel et de 34 millions d'euros en glissement annuel. La diminution en glissement trimestriel est imputable à plusieurs facteurs, dont des ajustements négatifs de la valeur de marché (xVA). La baisse en glissement annuel est principalement la conséquence d'ajustements négatifs de la valeur de marché, en partie compensés par une progression des revenus de la salle des marchés.

Les **autres éléments de revenu** comprennent des revenus de dividendes de 11 millions d'euros (contre 26 millions d'euros au trimestre précédent, la majeure partie des revenus de dividendes étant traditionnellement perçue au deuxième trimestre de l'année) et d'autres revenus nets de 45 millions d'euros, légèrement inférieurs à leur rythme normal (50 millions d'euros).

Charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance: 1 135 millions d'euros

+6% en glissement trimestriel et +3% en glissement annuel

Hors taxes bancaires et d'assurance, les charges d'exploitation se sont élevées à 1 135 millions d'euros au troisième trimestre 2024, soit une hausse de 6% par rapport au trimestre précédent et de 3% par rapport au troisième trimestre 2023, et sont restées tout à fait conformes à nos prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2024. L'augmentation de 6% par rapport au trimestre précédent résulte en partie de la hausse des coûts de personnel (sous l'effet surtout de la revalorisation des salaires, en partie compensée par la baisse des ETP), des charges liées aux ICT, des charges liées aux biens d'équipement et des charges d'amortissement. Les charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance ont progressé de 3% par rapport au troisième trimestre 2023, en raison essentiellement de l'augmentation des coûts de personnel (inflation et indexation des salaires, surtout, compensées en partie par un recul des ETP), des charges liées aux ICT et des frais professionnels, qu'ont compensés en partie des coûts moins importants liés à l'Irlande et un effet de change.

Les taxes bancaires et d'assurance se sont établies à 47 millions d'euros pour le trimestre sous revue, contre 2 millions d'euros au trimestre précédent et 29 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. La hausse en glissement trimestriel s'explique principalement par la progression des taxes nationales (surtout en Hongrie) et par une reprise partielle de la contribution au fonds de garantie des dépôts en Belgique (base de calcul plus faible qu'anticipée par le gouvernement) au cours du trimestre précédent.

Après exclusion de divers éléments hors exploitation et répartition des taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'année entière, le ratio charges/produits pour les neuf premiers mois de 2024 ressort à 47%, contre 49% pour l'exercice 2023 complet. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits s'améliore à 43%, ce qui correspond au niveau enregistré pour l'ensemble de l'exercice 2023.

Pour connaître les prévisions relatives aux charges d'exploitation et au ratio charges/produits pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Réductions de valeur sur crédits: charge nette de 61 millions d'euros

contre une charge nette de 72 millions d'euros au trimestre précédent et une charge nette de 36 millions d'euros au troisième trimestre 2023

Durant le trimestre sous revue, nous avons enregistré une réduction de valeur sur crédits nette de 61 millions d'euros, contre 72 millions d'euros au trimestre précédent et 36 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. La réduction de valeur nette au cours du trimestre sous revue comprend une charge de 132 millions d'euros au titre du portefeuille de crédits (dont 54 millions d'euros liés à l'abaissement du 'backstop shortfall' pour les anciens crédits non performants en Belgique) et une reprise de 71 millions d'euros à la suite de l'actualisation de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques. Dans ce contexte, l'encours de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques s'établissait à 168 millions d'euros à fin septembre 2024.

Ainsi, le ratio de coût du crédit s'est élevé à 0,10% pour les neuf premiers mois de 2024 (0,16% hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques), contre 0,00% pour l'ensemble de l'exercice 2023 (0,07% hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques). À fin septembre 2024, notre portefeuille de crédits total comportait quelque 2,1% de crédits impaired ('niveau 3'), soit une proportion identique à celle observée fin 2023. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours représentaient 1,1% du portefeuille de crédits, contre 1,0% à fin 2023.

Pour connaître les prévisions relatives au ratio de coût du crédit pour l'exercice 2024 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée 'Nos prévisions'.

Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits sont ressorties à 7 millions d'euros, contre 13 millions d'euros au trimestre précédent et 27 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le chiffre du trimestre sous revue comprenait principalement des réductions de valeur sur des logiciels.

Résultat net par division

Belgique 598 millions d'euros; Rép. tchèque 179 millions d'euros; Marchés internationaux 205 millions d'euros, Centre de groupe -114 millions d'euros

Belgique: le résultat net (598 millions d'euros) a augmenté de 15% par rapport au trimestre précédent. Cela s'explique principalement par les effets combinés de:

- la légère contraction des revenus totaux (principalement imputable à la baisse des revenus de dividendes après le pic saisonnier atteint au trimestre précédent et à la modeste diminution des revenus nets d'intérêts, en partie compensées par la progression des revenus nets de commissions, des revenus des activités d'assurance et des autres revenus nets);
- l'inflation des coûts (coûts de personnel, charges liées aux ICT et aux biens d'équipement, sans oublier le fait qu'une reprise partielle de la contribution au fonds de garantie des dépôts avait été comptabilisée au trimestre précédent);
- la légère augmentation des charges des services d'assurance après réassurance;
- la diminution sensible des réductions de valeur nettes;
- un bénéfice exceptionnel de 79 millions d'euros lié à Isabel, comptabilisé sous le poste Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures.

République tchèque: le résultat net (179 millions d'euros) a diminué de 26% par rapport au trimestre précédent (hors effets de change). Cela s'explique par les effets combinés de:

- la progression des revenus totaux (essentiellement du fait de la hausse des revenus nets d'intérêts, des revenus des activités d'assurance et des revenus nets de commissions);
- l'inflation des coûts;
- la forte augmentation des charges des services d'assurance après réassurance (impact des tempêtes et des inondations);
- une réduction nette de valeur, qui contraste avec une importante reprise au trimestre précédent.

Marchés internationaux: le résultat net de 205 millions d'euros se répartit comme suit: 16 millions d'euros pour la Slovaquie, 110 millions d'euros pour la Hongrie et 80 millions d'euros pour la Bulgarie. Pour la division dans son ensemble, le résultat net ressort en baisse de 8% par rapport au trimestre précédent (mais de seulement 2% abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, voir ci-après), principalement sous les effets combinés des éléments suivants:

- la stabilité des revenus totaux (hausse des revenus nets d'intérêts, des revenus des activités d'assurance et des revenus nets de commissions, diminution des revenus à la juste valeur et liés au trading et des autres revenus nets);
- la progression des coûts (dont l'augmentation des taxes bancaires et d'assurance, en particulier en Hongrie);
- la légère baisse des charges des services d'assurance après réassurance;
- l'augmentation des réductions de valeur nettes.

Centre de groupe: le résultat net (-114 millions d'euros) a cédé 52 millions d'euros par rapport au trimestre précédent principalement sous les effets combinés de:

- revenus totaux plus négatifs (essentiellement du fait de la baisse des revenus à la juste valeur et liés au trading);
- l'inflation des coûts;
- l'augmentation des charges des services d'assurance après réassurance;
- réductions de valeur plus ou moins inchangées.

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section 'Additional information' du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	9M2024	Exercice 2023	9M2024	Exercice 2023	9M2024	Exercice 2023
Ratio charges/produits, groupe						
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	43%	46%	45%	47%	45%	45%
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	41%	41%	43%	44%	37%	39%
Ratio combiné, assurance non vie	87%	85%	87%	84%	97% ²	97% ²
Ratio de coût du crédit ¹	0,20%	0,06%	-0,07%	-0,18%	-0,10%	-0,06%
Ratio de crédits impaired	2,1%	2,0%	1,4%	1,4%	1,7%	1,8%

¹ Un chiffre négatif indique une reprise nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section 'Details of ratios and terms' du rapport trimestriel.

² Abstraction faite des taxes d'assurance exceptionnelles en Hongrie, le ratio combiné s'est établi à 92% sur les neuf premiers mois de 2024 et à 94% pour l'exercice 2023 complet.

Solvabilité et liquidité

Ratio common equity de 15,2%, NSFR de 142%, LCR de 159%

À fin septembre 2024, le total de nos capitaux propres s'élevait à 23,3 milliards d'euros (21,4 milliards d'euros de capitaux propres des actionnaires de la société mère et 1,9 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1).

Le total des capitaux propres a reculé de 1,0 milliard d'euros par rapport à son niveau de fin 2023. Cela s'explique par les effets combinés de:

- la prise en compte du bénéfice réalisé sur les neuf premiers mois de 2024 (+2,3 milliards d'euros);
- le rachat d'actions propres (-0,8 milliard d'euros en 2024);
- le paiement du dividende final pour 2023 et d'un dividende intérimaire extraordinaire (tous deux en mai 2024), ainsi que d'un dividende intérimaire (voir ci-après) au titre de 2024 qui sera versé en novembre 2024 (-1,9 milliard d'euros combinés);
- la quasi-stabilité des réserves de réévaluation;
- la diminution nette des instruments additionnels Tier-1 en circulation (-0,4 milliard d'euros);
- un certain nombre d'autres éléments de moindre importance.

Les détails de ces variations sont fournis à la rubrique 'Consolidated statement of changes in equity' de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

Remarque: en accord avec notre politique générale en matière de dividende, nous verserons un dividende intérimaire de 1 euro par action le 14 novembre 2024, en tant qu'acompte sur le dividende total pour l'exercice 2024.

Nous conservons une très bonne solvabilité, comme en témoigne un ratio common equity à pleine charge (CET1) de 15,2% au 30 septembre 2024, inchangé par rapport à son niveau de fin 2023. À fin septembre 2024, KBC Assurances affichait un ratio de solvabilité de 197% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II, contre 206% fin 2023. De plus amples détails et des informations supplémentaires sur la solvabilité ont été fournis dans la section 'Additional information' du rapport trimestriel, sous la rubrique 'Solvency'.

Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 159% et un ratio NSFR de 142%, contre 159% et 136% respectivement à fin 2023, tous deux largement supérieurs au seuil réglementaire de 100%.

Analyse de la période sous revue year-to-date (9M2024)

Résultat net pour la période 9M2024: 2 300 millions d'euros

en baisse de 3% abstraction faite de l'effet positif lié à la cession du portefeuille irlandais au cours de la période de référence

Faits marquants (par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2023, sauf indication contraire):

- **Revenus nets d'intérêts:** en hausse de 1%, à 4 141 millions d'euros. Cette évolution s'explique en partie par l'augmentation du résultat de la transformation commerciale, du résultat ALM et des revenus d'intérêts sur les dépôts à terme de la clientèle, qui a été partiellement compensée par la baisse des revenus des activités de crédit (la baisse des marges sur certains marchés clés ayant plus que contrebalancé la croissance des volumes), le recul des revenus nets d'intérêts en Irlande (sous l'effet de la cession passée des portefeuilles irlandais résiduels et du processus de liquidation qui s'est ensuivi), la hausse des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales, la diminution des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme et de la salle des marchés, l'augmentation des coûts de financement des participations et wholesale, ainsi qu'un effet de change négatif. Abstraction faite de l'effet de change, le volume des crédits à la clientèle a progressé de 5% tandis que les dépôts (hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank) ont eux aussi augmenté de 5% en glissement annuel. La marge nette d'intérêts pour les neuf premiers mois de 2024 s'élève à 2,09%, soit une progression de 2 points de base en glissement annuel.
- **Résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus): en baisse de 11% à 328 millions d'euros. Le ratio combiné des activités d'assurance non vie pour les neuf premiers mois de 2024 s'établit à un excellent 89%, contre 87% pour l'exercice 2023 complet. Les ventes des produits d'assurance non vie ont augmenté de 9% pour atteindre 1 956 millions d'euros, avec des hausses dans toutes les branches, tandis que les ventes de l'assurance vie ont progressé de 32% pour s'établir à 2 176 millions d'euros, principalement en raison de l'augmentation des ventes de produits d'assurance de la branche 23 et, dans une moindre mesure, de la progression des ventes de produits à intérêt garanti et hybrides.
- **Revenus nets de commissions:** en hausse de 7% à 1 878 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des commissions liées aux services de gestion d'actifs et par une légère hausse des commissions liées aux services bancaires. À la fin du mois de septembre 2024, le total des avoirs sous gestion s'inscrivait en hausse de 18% en glissement annuel pour atteindre 269 milliards d'euros, en raison de la combinaison des entrées nettes (+5 points de pourcentage) et de la contribution positive de la performance du marché sur la période considérée (+14 points de pourcentage).
- **Revenus à la juste valeur et liés au trading et produits et charges financiers de l'assurance:** en baisse de 144 millions d'euros pour atteindre -94 millions d'euros. Cette évolution est surtout imputable à des ajustements négatifs de la valeur de marché (xVA) et à la détérioration du résultat des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, en partie compensés par la progression des revenus de la salle des marchés.
- **Tous les autres éléments de revenus combinés:** en baisse de 69% à 197 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la contraction des autres revenus nets, car les neuf premiers mois de 2023 comprenaient une plus-value de 0,4 milliard d'euros sur la vente des portefeuilles de crédits et de dépôts de KBC Bank Ireland (comptabilisée dans 'Autres revenus nets').
- **Charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance:** plus ou moins stables à 3 272 millions d'euros. Cette évolution s'explique en partie par la baisse des coûts en Irlande et par un effet de change, partiellement compensés par l'incidence négative de l'augmentation des coûts de personnel (indexation et revalorisation des salaires, en partie contrebalancés par une baisse des ETP) et liés aux ICT, entre autres facteurs. Les taxes bancaires et d'assurance se montent à 568 millions d'euros, en baisse de 13%, principalement à la faveur d'une diminution significative des contributions au Fonds de résolution unique, contrebalancée en partie par l'augmentation des taxes nationales. Si l'on exclut certains éléments hors exploitation et que l'on répartit les taxes bancaires et

d'assurance de façon homogène sur l'ensemble de l'année, le ratio charges/produits s'établit à 47% (49% pour l'exercice 2023 complet). Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits pour la période sous revue s'établit à 43%, soit le même niveau que pour l'ensemble de l'exercice 2023.

- **Réduction de valeur sur crédits:** charge nette de 149 millions d'euros, contre une reprise nette de 11 millions d'euros durant la période de référence. Les neuf premiers mois de 2024 comprennent une charge nette de 233 millions d'euros pour notre portefeuille de crédits et une reprise nette de 84 millions d'euros dans la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à 0,10%, contre 0,00% pour l'exercice 2023 complet. Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits sont ressorties à 20 millions d'euros, contre 56 millions d'euros au cours de la période de référence.
- **La quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures:** en hausse de 84 millions d'euros à 80 millions d'euros, principalement en raison d'un bénéfice exceptionnel de 79 millions d'euros lié à Isabel.
- **Le résultat net de 2 300 millions d'euros enregistré sur les neuf premiers mois de 2024** se répartit comme suit: 1 359 millions d'euros pour la division Belgique (en baisse de 33 millions d'euros par rapport à l'année précédente), 620 millions d'euros pour la division République tchèque (en baisse de 7 millions d'euros, hors effets de change), 576 millions d'euros pour la division Marchés internationaux (en hausse de 86 millions d'euros, hors effets de change) et -255 millions d'euros pour le Centre de groupe (en baisse de 429 millions d'euros, uniquement en raison de la plus-value de 0,4 milliard d'euros réalisée sur la vente des portefeuilles de crédits et de dépôts de KBC Bank Ireland au cours de la période de référence).

Événements dans le domaine ESG, déclaration relative aux risques et opinions économiques

Événements dans le domaine ESG

Chez KBC, nous savons qu'il est important de rendre compte de manière transparente de nos efforts en matière de durabilité. La communication transparente est le fondement de l'action, forme le socle des futures prises de décision et nous permet de progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable. À cette fin, nous continuons à rendre compte de nos avancées sur le front de la durabilité. Ainsi, au troisième trimestre 2024, nous avons à nouveau rendu publiques nos données environnementales conformément au CDP. Nous avons également publié les résultats du 2024 S&P Global Corporate Sustainability Assessment. Nous avons en effet obtenu une note de 66/100, ce qui nous place dans la tranche supérieure de 8% des 664 banques évaluées*. En outre, nous sommes actuellement en pleine préparation de notre premier rapport conforme à la directive relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises ('CSRD'). En vertu de cette directive, notre entreprise est tenue de rendre compte en détail des questions de durabilité dans son prochain rapport annuel, et ce d'une manière standardisée.

* Ce nombre comprend 351 banques qui, au 14 octobre 2024, étaient encore évaluées sur la base de la méthodologie 2023.

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, le risque de défaut de crédit, le risque de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, le risque de change, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'assurance, l'évolution de la réglementation, le risque opérationnel, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, plusieurs grands défis attendent le secteur financier. Ceux-ci découlent principalement de l'impact essentiellement indirect mais persistant de la guerre en Ukraine, y compris les effets différés de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières et des pénuries d'approvisionnement qu'elle a déclenchées. Cette situation a entraîné une poussée de l'inflation, avec à la clé des tensions à la hausse sur les taux d'intérêt, une dégradation des perspectives de croissance (voire des craintes de récession) et quelques inquiétudes quant à la solvabilité des contreparties dans les secteurs économiques les plus exposés. Les risques géopolitiques restent considérables, comme en témoigne l'intensification des conflits à Gaza/Israël et au Moyen-Orient. Un nombre important d'élections en 2024 dans le monde entier, y compris aux États-Unis, ajoute à l'incertitude géopolitique. Ces risques affectent les économies mondiales, mais plus particulièrement européennes, parmi lesquelles les marchés domestiques de KBC. Le risque réglementaire et de compliance (exigences de capital, lutte contre le blanchiment de capitaux, RGPD et ESG/durabilité notamment) reste par ailleurs un thème dominant pour le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La numérisation (tirée par la technologie, y compris l'IA) présente certes des opportunités, mais menace également le modèle économique des établissements financiers traditionnels. Les risques liés au climat et à l'environnement revêtent par ailleurs une importance croissante (comme l'a récemment montré la tempête Boris en Europe centrale). Les cyberrisques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie. La guerre en Ukraine a entraîné une augmentation des attaques dans le monde entier. Enfin, les gouvernements de toute l'Europe prennent des mesures de relance supplémentaires pour soutenir leurs budgets (par le biais d'une augmentation des contributions fiscales du secteur financier), mais aussi leurs citoyens et les entreprises (en plafonnant, par exemple, les taux d'intérêt des crédits ou en plaidant pour des taux d'intérêt plus élevés sur les comptes d'épargne).

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur la croissance économique

Aux États-Unis, la croissance s'est élevée à 0,7% au troisième trimestre, stable par rapport au trimestre précédent et essentiellement tirée par la consommation privée. La croissance trimestrielle devrait à nouveau se modérer pour atteindre environ 0,3% au quatrième trimestre 2024, avec un marché de l'emploi un peu moins tendu.

Dans la zone euro, la croissance est ressortie à 0,4% au troisième trimestre, après avoir atteint 0,2% au deuxième trimestre. Le secteur manufacturier accuse une faiblesse persistante, tandis que la reprise espérée du secteur tertiaire se fait (toujours) attendre. La croissance devrait se poursuivre à peu près au même rythme et s'accélérer au second semestre 2025 grâce au redressement de la consommation intérieure.

Au troisième trimestre, la croissance s'est établie à 0,2% en Belgique en glissement trimestriel, après avoir atteint 0,3% au deuxième trimestre. La contribution négative des exportations nettes à la croissance est restée contrebalancée par une demande intérieure relativement forte. Pour le reste de l'année 2024, nous tablons sur une croissance globalement conforme à celle de la zone euro.

Au troisième trimestre, l'économie tchèque a enregistré une croissance de 0,3%, après 0,4% au deuxième trimestre. Cette croissance a été soutenue par la consommation privée, dans le contexte d'une reprise industrielle faible et tardive et de l'impact négatif des inondations sur l'économie. La croissance poussive constatée dans le secteur industriel a par ailleurs lourdement pesé sur la croissance enregistrée au troisième trimestre en Hongrie (-0,7%). Selon nos dernières estimations, la croissance s'est révélée relativement solide au troisième trimestre en Bulgarie et en Slovaquie, avec des niveaux respectifs à 0,6% et 0,8%.

Le principal risque qui pèse sur nos perspectives à court terme pour la croissance européenne concerne les répercussions possibles des élections américaines de novembre. En outre, le conflit au Moyen-Orient fait courir le risque d'une flambée des prix de l'énergie et des matières premières. La persistance de la faiblesse actuelle du secteur manufacturier mondial fait partie des autres risques. Parmi les facteurs de risque spécifiques à l'Europe, les discussions sur le budget des gouvernements de l'UE pour 2025 pourraient générer une incertitude accrue et donc avoir un impact négatif sur la croissance économique, tout en majorant temporairement les primes de risque pour les États membres vulnérables de la zone euro.

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change

Dans la zone euro et aux États-Unis, la désinflation était globalement en bonne voie au troisième trimestre. En septembre, l'inflation dans la zone euro a reculé plus que prévu à 1,7%, principalement sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie. Toutefois, l'inflation devrait repartir à la hausse au cours de la période à venir. Au-delà de janvier 2025, toutefois, l'inflation devrait reprendre sa trajectoire descendante vers le taux cible de la BCE, à 2%.

La BCE a poursuivi son cycle d'assouplissement et a réduit son taux de dépôt en septembre et en octobre, de 25 points de base à chaque fois. Elle devrait l'abaisser à nouveau de 25 points de base en décembre 2024. D'autres baisses des taux sont anticipées en 2025.

En septembre, la Fed a elle aussi amorcé son cycle d'assouplissement en réduisant son taux directeur de 50 points de base. L'ampleur de cette baisse de taux a été motivée par la faiblesse des données du marché du travail à ce moment-là, qui a déclenché une vague de pessimisme et des craintes de récession. Celles-ci ont cependant disparu lorsque les données du marché de l'emploi se sont finalement avérées plus résistantes que ce que l'on craignait. La Fed devrait encore abaisser son taux directeur de 25 points de base à deux reprises en 2024. D'autres baisses des taux sont anticipées en 2025.

Les rendements obligataires à dix ans aux États-Unis et en Allemagne ont progressivement baissé, avant de rebondir à la mi-septembre. Les préoccupations en matière de croissance, principalement liées au marché du travail américain, ont agi comme le principal moteur. Lorsque ces craintes se sont dissipées, les rendements obligataires ont vivement rebondi jusqu'à leurs niveaux actuels, autour de 4,20% aux États-Unis et de 2,30% en Allemagne. Dans ce contexte, le spread entre les États-Unis et l'Allemagne s'est à nouveau nettement élargi. Ce spread de rendement a également constitué le principal déterminant du taux de change USD/EUR. En effet, le dollar s'est progressivement déprécié à mesure que le spread de rendement États-Unis/Allemagne se resserrait. Lorsque le spread a recommencé à s'élargir, dans la seconde quinzaine d'octobre, le dollar américain s'est de nouveau raffermi.

La Banque nationale tchèque a réduit son taux directeur en deux gestes de 25 points de base chacun au cours du troisième trimestre. Deux autres baisses de taux de 25 points de base sont attendues d'ici la fin de 2024, et probablement une autre au

premier trimestre 2025. Depuis le début du troisième trimestre, la couronne tchèque est restée relativement stable, soutenue principalement par le climat de risque mondial, les différentiels de taux d'intérêt avec les grandes banques centrales et le taux de change avec le dollar américain. La couronne devrait s'apprécier modérément au cours des prochains trimestres.

Au troisième trimestre 2024, la Banque nationale de Hongrie a réduit son taux directeur à deux reprises, de 25 points de base chaque fois. D'autres baisses des taux progressives sont attendues d'ici la fin de l'année 2024 et en 2025. Dans l'ensemble, le forint hongrois s'est déprécié par rapport à l'euro et, compte tenu du différentiel d'inflation positif structurel qui existe avec la zone euro, devrait continuer à s'affaiblir en 2025. Début mai, la Banque nationale tchèque (CNB) a encore réduit son taux directeur de 50 points de base, pour le ramener à 5,25%. Depuis le début de l'année, la couronne tchèque s'est dépréciée par rapport à l'euro. Elle devrait néanmoins regagner du terrain face à l'euro d'ici la fin de l'année 2024, en partie grâce au début du cycle de baisse des taux de la BCE, attendu pour mi-2024.

Depuis le début de l'année 2024, la Banque nationale de Hongrie a abaissé son taux directeur (taux de base) à quatre reprises, le ramenant à 7,75%. Il est probable que d'autres réductions modestes des taux interviennent par la suite. Le taux de change du forint hongrois par rapport à l'euro a diminué au premier trimestre 2024. Compte tenu du différentiel d'inflation structurel avec la zone euro, le forint devrait continuer à se déprécier courant 2024.

Nos prévisions

Prévisions pour l'ensemble de l'année 2024 *(telles que fournies avec les résultats du 2TR2024)*

- Revenus nets d'intérêts: autour de 5,5 milliards d'euros, soutenus par une croissance organique du volume des crédits d'environ 4%.
- Revenus des activités d'assurance (avant réassurance): au moins +6% en glissement annuel.
- Charges d'exploitation et commissions d'assurance payées (hors taxes bancaires et d'assurance): moins de +1,7% en rythme annuel, ce qui est nettement inférieur à l'inflation.
- Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance): inférieur à 45%.
- Ratio combiné: moins de 91%.
- Ratio de coût du crédit (à l'exclusion de toute modification de la réserve pour incertitudes macroéconomiques et géopolitiques, qui était encore en place à la fin de l'année 2023): nettement inférieur à la prévision d'un ratio sur l'ensemble du cycle de 25-30 points de base.

Prévisions sur le moyen à long terme *(telles que fournies avec les résultats de l'exercice 2023)*

- Croissance en taux actuariel des revenus nets d'intérêts (2023-2026): au moins 1,8%.
- Croissance en taux actuariel des revenus des activités d'assurance (avant réassurance) (2023-2026): au moins 6%.
- Croissance en taux actuariel des charges d'exploitation et commissions d'assurance payées (hors taxes bancaires et d'assurance) (2023-2026): moins de +1,7%, ce qui est nettement inférieur à l'inflation.
- Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance): inférieur à 42% d'ici fin 2026.
- Ratio combiné: moins de 91%.
- Ratio de coût du crédit (à l'exclusion de toute modification de la réserve pour incertitudes macroéconomiques et géopolitiques, qui était encore en place à la fin de l'année 2023): nettement inférieur à la prévision d'un ratio sur l'ensemble du cycle de 25-30 points de base.

Bâle IV *(mis à jour)*

À l'approche de Bâle IV et en appliquant un bilan statique (1S2024) et tous les autres paramètres ceteris paribus, sans mesures d'atténuation, KBC prévoit:

- au 1er janvier 2025, un impact de première application de +1,0 milliard d'euros sur les actifs pondérés par le risque (+0,0 milliard d'euros précédemment);
- au 1er janvier 2033, un impact supplémentaire de +7,5 milliards d'euros sur les actifs pondérés par le risque (+8,0 milliards d'euros précédemment);

soit un impact à pleine charge de +8,5 milliards d'euros sur les actifs pondérés par le risque (+8,0 milliards d'euros précédemment).

Politique de distribution du capital *(pas de changement)*

Politique en matière de dividende pour 2024: un ratio de distribution (c.-à-d. dividende + coupon AT1) d'au moins 50% du bénéfice consolidé de l'exercice et un dividende intérimaire de 1 euro par action en novembre, en tant qu'acompte sur le dividende total.

Politique en matière d'affectation du capital pour 2024: en sus d'un taux de distribution d'au moins 50% du bénéfice consolidé, le Conseil d'administration décidera (au moment de l'annonce des résultats de l'exercice), à son entière discrétion, de l'éventuelle distribution de tout montant de capital au-delà du ratio common equity à pleine charge de 15,0% (également appelé le capital excédentaire). Ce capital excédentaire peut être distribué sous la forme d'un dividende en espèces, d'un rachat d'actions ou d'une combinaison des deux.

En raison de l'introduction de Bâle IV le 1er janvier 2025, la politique en matière de dividendes et le seuil de capital excédentaire seront réexaminés au cours du premier semestre 2025.

Prochains événements et références

Sommaire	Dividende intérimaire de 1 euro : date de détachement du coupon: 12 nov. 2024, date d'enregistrement: 13 nov. 2024, date de paiement: 14 nov. 2024. Résultats pour le 4TR2024 et l'exercice 2024 : 13 févr. 2025 Rapport annuel pour l'exercice 2024 : 31 mars 2025 AGA : 30 avril 2025 Autres événements : www.kbc.com / Investor Relations / Calendrier financier
Informations complémentaires sur le 3TR2024	Rapport trimestriel : www.kbc.com / Investor Relations / Rapports Company presentation : www.kbc.com / Investor Relations / Présentations

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Investor Relations, KBC Groupe
E-mail: IR4U@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe
Tel +32 2 429 85 45 - E-Mail: pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA
Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur Communication Corporate/
Porte-parole
Tél. 02 429 85 45

Service presse
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer
Tél. 02 429 32 88 Pieter Kussé
Tél. 02 429 85 44 Sofie Spiessens
Tél. 02 429 29 49 Tomas Meyers
pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur www.kbc.com
Suivez-nous sur www.twitter.com/kbc_group
Restez au courant de nos [solutions innovantes](#)